

DELPHINE GARDEY

Anne Cova

Dans le cadre du séminaire d'Histoire de l'ICS-ULisboa, Delphine Gardey, professeure d'histoire contemporaine à l'université de Genève depuis 2009 et directrice de l'Institut des Études Genre de cette même université, a donné une conférence, le 28 mars 2014, intitulée «Do Politics have Artifacts? Une histoire matérielle et sociale de l'Assemblée Nationale, France (1789-1940)» qui sera l'objet de son prochain ouvrage. Suite à cette conférence, Delphine Gardey m'a accordé un entretien.

Tout d'abord, pour les lectrices de Faces de Eva. Estudos sobre a Mulher, je souhaiterais revenir brièvement sur ton parcours qui me semble très intéressant puisque tu es à la fois historienne et sociologue. Tu as soutenu il y a presque vingt ans, en 1995, ta thèse de Doctorat en Histoire sous la direction de Michelle Perrot à l'université Paris VII, thèse devenue livre sous le titre La dactylographe et l'expéditionnaire. Histoire des employés de bureau, 1890-1930 (Paris, Belin, 2001), puis tu as passé ton Habilitation à Diriger des Recherches à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) en 2007 sur le thème: «Travail, techniques, sciences et genre. Recherches en Histoire et en Sociologie» qui illustre bien ta double formation¹. Comment as-tu réussi à mener ce double cursus?

J'ai commencé mes études à Lyon dans le contexte très compétitif (et très spécifiquement français) des classes préparatoires aux grandes écoles. Après le baccalauréat, j'ai suivi pendant deux années un cursus pour être préparée au concours de l'École Normale supérieure (Ulm). Il

¹ Voir aussi Gardey, D. (2008). *Écrire, calculer, classer. Comment une révolution de papier a transformé les sociétés contemporaines (1800-1940)*. Paris: La Découverte; Gardey, D. (1999). Mécaniser l'écriture et photographier la parole: utopies, monde du bureau et histoires de genre et de techniques. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 3, 587-614.

s'agissait d'une nouvelle section qui n'était pas organisée autour des humanités classiques (Langues Anciennes, Littérature, Philosophie) mais des humanités 'moderne' ou des 'sciences sociales'. Outre la Littérature, la Philosophie, l'Histoire, nous avions des enseignements en sciences économiques et sociales et en mathématiques. Ces deux années ont été très difficiles mais aussi très formatrices. J'ai échoué au concours pour lequel il n'y avait qu'une vingtaine de places au plan national, mais j'ai acquis des méthodes et une capacité de travail qui m'ont permis d'entamer un cursus en parallèle en histoire et en sociologie. Mon premier choix est l'Histoire, qui est la matière qui m'a toujours le plus intéressée avec la philosophie. Le choix de la sociologie tient à mon désamour pour la géographie qui est traditionnellement associée en France à l'enseignement de l'histoire. Il tient aussi au fait que je ne souhaitais pas suivre un cursus de formation aux métiers de l'enseignement du secondaire et que la sociologie me semblait un moyen d'échapper à ce destin de professeur de lycée. La sociologie me semblait offrir plus de débouchés professionnels.

Est-ce que tu penses que c'est grâce à cette formation que tu as enseigné dans de multiples institutions telles le Centre de Recherche en Histoire des Sciences et des Techniques (1995-2006); l' EHESS (2000-2002); l'École nationale supérieure des mines de Paris (2004-2006) et Sciences Po (2006-2008)?

Probablement. J'ai suivi un cursus de licence et de maîtrise en Histoire et en Sociologie en parallèle à l'université Paris 7 (qu'on appelait alors Jussieu). Les deux cursus étaient complètement séparés et n'avaient aucun lien. Paris 7 rassemblait en histoire des enseignants qui avaient fait le choix de rompre avec la Sorbonne après 1968 et de développer des thématiques et des façons d'enseigner différentes de l'enseignement universitaire de l'Histoire. Pas de cours magistraux mais des cours en groupe moins nombreux; pas de véritable préparation au concours de l'enseignement secondaire; une approche thématique de l'organisation du cursus (avec notamment, le développement de champs nouveaux tels que «l'Histoire du Tiers Monde», ou «l'Histoire des Femmes»). J'ai eu à Jussieu des Professeurs remarquables, des personnalités exceptionnelles. Je pense en particulier à Pierre Vidal-Naquet, Marcel Benabou (également antiquisant), mais aussi, et bien sûr, Michelle Perrot. J'ai failli me laisser convaincre par Pierre Vidal-Naquet qu'un été suffirait à apprendre le Grec Ancien et à faire une maîtrise en Histoire Ancienne sous sa direction. Sagement, j'ai été rattrapée par mon intérêt pour l'histoire des femmes et l'histoire du travail. Du côté de la sociologie, en effet, Paris 7 se démarquait alors – pour autant que mon souvenir soit exact – par l'existence d'un laboratoire CNRS spécialisé en Sociologie du Travail. C'est cette dimension de la sociologie qui m'intéressait le plus. Du fait

des contraintes horaires imposées par le fait de suivre un double cursus, je n'ai finalement pas ou peu suivi d'enseignements en Sociologie du Travail en licence. Il y avait aussi en sociologie des enseignants marquants, des figures de l'histoire du champ sociologique français et de la diversité de ses objets. Je pense, en particulier à Pierre Ansart (spécialiste de Proudhon et de l'anarchisme et historien de la sociologie) à Jean Duvignaud (artisan d'une sorte de sociologie des arts) à Eugène Enriquez (créateur d'une articulation singulière entre sociologie, psychanalyse et organisation) ou Gérard Namer (interprète de Maurice Halbwachs et de la sociologie de la mémoire).

La culture de part et d'autre de ces disciplines, tout comme le rapport aux étudiants, différait sans doutes. Plus 'professionnelle' et didactique du côté de l'histoire; plus anémique et directement politique du côté de la sociologie. Certains cours de sociologie délivrés à Paris 7 me paraissaient de strictes séances d'endoctrinement. D'autres encore me faisaient horreur pour l'indigence de ce qui y était délivré. Il y avait beaucoup de liberté, beaucoup de mes camarades s'y perdaient. C'était donc plus difficile de trouver sa place dans ce contexte en sociologie. Alors que, du côté de l'histoire, je décidais de travailler dans le sillage du séminaire organisé par Michelle Perrot et Robert Badinter à l'Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales sur la pénalité en réalisant une monographie d'une prison de femmes sous le Second Empire et la IIIe République; j'optais pour une voie 'utilitaire' du côté de la sociologie pour me doter de cet outil qu'est l'enquête en travaillant à une recherche de commande pour la mutualité sociale agricole d'un département français dont j'ai aujourd'hui tout oublié!

Ce que je garde de cette période, et me semble précieux à conserver en mémoire, c'est le fait qu'en histoire comme en sociologie, nous étions en relation avec de véritables personnalités. Certes, nos enseignants étaient des enseignants et donnaient des cours, mais à bien des égards, l'essentiel de leur activité était ailleurs. Avant toute chose, ils écrivaient et publiaient... des livres. Je ne sais pas si la «revue scientifique» était véritablement leur horizon. L'écriture avait un sens et une fonction sociale, politique ou littéraire bien plus large. Elle ne concernait pas seulement et d'abord un lectorat «scientifique». Marcel Benabou était membre de l'Oulipo; Jean Duvignaud était écrivain; à l'étage en dessous ou au dessous professait Julia Kristeva (une amie bulgare s'était échappée dès le rideau de fer entrouvert pour venir à Paris et suivre ses cours); nombre de ces intellectuels tenaient des rubriques régulières dans les journaux; avaient fondé des revues ou animaient le débat intellectuel et public. Qu'on pense à Vidal-Naquet. Quand je regarde ces années, je mesure la liberté qui était la leur. Cette liberté, bien entendu, ne leur avait pas été

donnée et ils l'avaient chèrement acquise contre le modèle universitaire antérieur, les années de conservatisme qu'ont été le gaullisme, et ainsi dans la lutte, l'engagement et l'intervention, avec moult conflits, guerres politiques et idéologiques internes dont l'écho lointain nous parvenait entre anciens communistes, communistes encore, trotskistes, et maoïstes de pensée et d'action. La décolonisation était un paysage intellectuel et politique extrêmement présent, renforcé par la présence de nombreux étudiants africains (surtout en sociologie) représentants de ces «nouvelles élites» dont il s'agissait d'assurer la formation. Par ailleurs, j'étais à Jussieu au cœur du mouvement étudiant de 1986 qui a été important et formateur pour ma génération. Ce mouvement s'est en parti réitéré et poursuivi (en termes générationnels) dans les grèves de 1995 qui ont été particulièrement longues et mobilisatrices, les grèves de 1995 étant considérées comme le mouvement social le plus important depuis 1968 en France.

Quoi qu'il en soit, entre le rigorisme de l'enseignement des classes préparatoires aux grandes écoles, basé sur les textes, les œuvres, les données documentaires et chiffrées et l'éclectisme et la liberté intellectuelle et politique qui régnait à Jussieu, j'ai reçu une formation paradoxale mais que je crois finalement plutôt heureuse. J'ai appris la rigueur et la liberté. En arrivant à Paris, je découvrais que les auteurs étaient aussi des êtres vivants. Depuis Jussieu, il était possible d'aller écouter les cours de Bourdieu au Collège de France. Alain Caillé qui nous permettait de conclure habilement nos dissertations de sociologie en classe préparatoire s'avérait être aussi une personne. La variété et la diversité de ce monde de la pensée s'ouvrait et se déclinait encore et sans fin quand, suivant les conseils de Michelle Perrot, je me décidais à pousser les portes des séminaires de l'EHESS, Boulevard Raspail.

Après mes deux maîtrises, j'étais obsédée par le fait de me retrouver sans emploi, inemployable sur le marché du travail. Je viens d'un milieu populaire et, autour de moi, mes cousins, évoluaient entre les dispositifs d'insertion des jeunes, mis en place dès la fin des années 1980 et se déclinant en autant d'acronymes (TUC, SIVP) que d'échecs des politiques publiques pour les décennies suivantes. J'ai postulé à différents diplômes d'études spécialisées (équivalent des actuels masters professionnels) et j'ai justement été sélectionnée par une formation dédiée à l'analyse des politiques publiques de l'emploi et de la formation. Il s'agissait d'une formation professionnalisante pluridisciplinaire avec outre de la sociologie, de l'économie et du droit. Nombre de nos enseignants étaient en fait en train de constituer intellectuellement et techniquement ce champ des politiques de l'emploi et de l'intervention étatique et régionale dans ces secteurs : ils étaient liés au Commissariat au plan et aux institutions pu-

bliques en charge de ces questions : Agence nationale pour l'emploi; Centre d'études sur l'emploi; Agence pour le développement de l'éducation permanente... J'ai travaillé dans ce secteur comme cadre, en parallèle à un travail d'assistante parlementaire à l'Assemblée Nationale et une socialisation dans le milieu politique 'professionnel', puis j'ai tout abandonné pour une bourse de thèse en histoire avec Michelle Perrot.

Mon expérience politique et le type de sociologie qui m'intéressait en cette première période, tout concordait vers une déclinaison marxienne et structuraliste de l'analyse du social et des rapports qui y ont court. Philippe Corcuff avec qui je travaillais alors en politique et entre savoir et politique avait lu dans ma thèse une perspective constructiviste de l'analyse des groupes sociaux qui est réelle mais n'était pas véritablement consciente. C'est la force et la capacité de l'histoire que de justement historiciser, et donc dénaturer les catégories. La lecture et les rencontres avec Alain Desrosières, ses travaux avec Laurent Thévenot, ma fréquentation antérieure du monde de l'économie des conventions, ont influencé mon histoire sociale du groupe des employés de bureau en France. D'autres influences sont du côté de la sociologie et de l'historiographie allemande, et, bien sûr, de l'histoire des femmes telles qu'elle s'écrivait déjà en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, et du féminisme.

Quoi qu'il en soit, j'étais d'une gauche marxienne et positiviste. Mon recrutement, contre toute attente, à l'issue de ma thèse au Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques (CRHST) a profondément élargi et transformé le spectre de mes lectures et de mes «appareils critiques». J'y ai rencontré mon compagnon actuel, Dominique Pestre, et avec lui – et ce qu'il avait fait du CRHST (une plaque tournante pour faire circuler les auteurs principaux du champ de l'étude sociale et culturelle des sciences et des techniques) – la critique sociale des sciences dont la radicalité m'est apparue comme un continent extraordinaire bien qu'extraordinairement en contradiction avec mes certitudes antérieures. Biographiquement et épistémiquement, je suis en quelque sorte passée de Bourdieu à Latour. Avec quelques difficultés épistémiques et politiques. Avec quelques exigences aussi. La critique féministe des sciences et des techniques m'est apparue comme un bon compromis pour préserver certaines valeurs et façons de décrire le social tout en opérant un travail assez décisif de déconstruction. Au CRHST, disposant d'un poste permanent de chercheuse, et socialisée pour la première fois autrement que par la lecture à un milieu académique international et à la production de langue anglaise, j'ai pu m'installer dans le champ de la sociologie et de l'histoire des techniques mais aussi de la critique féministe et de la pensée féministe. Du fait de mon parcours antérieur, du nouveau réseau

dans lequel j'évoluais, de ce que, employée par la Cité des Sciences et de l'industrie, le rapport aux techniques devenait un thème central de mon travail, j'ai été amenée à enseigner à des publics de «techniciens» et en particulier d'ingénieurs. J'ai enseigné pendant près de sept ans à l'Institut National des Télécommunications, grâce à l'entremise de Michel Atten, historien des «télécommunications». Puis, parce que je souhaitais comprendre concrètement en quoi consistait l'approche en termes «d'analyse des controverses scientifiques et techniques» développées depuis longtemps par le Centre de Sociologie de l'Innovation (CSI) et l'Ecole des Mines, en «assistant» Bruno Latour durant deux années à l'Ecole des Mines. Je l'ai suivi comme maître de conférences à Sciences Po quand il y a été nommé pour diriger la recherche. Au CSI, j'ai connu et collaboré en premier avec Madeleine Akrich qui est l'une des fondatrices de l'école dite de l'*Actor Network Theory*. Je l'ai rencontrée grâce à Danielle Chabaud-Rychter avec qui j'ai entamé une collaboration amicale, de recherche et d'enseignement durable quand j'étais au CRHST. C'est avec Madeleine et Danielle que nous avons fondé ce premier séminaire autour des questions «genre et technique» (en histoire et en sociologie) à l'EHESS autour des années 2000.

Récemment, en 2012-2013, tu as séjourné au Wissenschaftskolleg zu Berlin (Institut d'études avancées de Berlin). Auparavant, tu avais été visiting scholar pendant une année (2003-2004) à l'Institut Max Planck. Pourquoi avoir choisi l'Allemagne?

Le choix de l'Allemagne est en un sens fortuit. Je suis venue la première fois à Berlin (en 2003-2004) pour suivre Dominique Pestre qui y était invité. J'ai pu obtenir une bourse de la fondation Alexander von Humboldt pour travailler sur des questions liées à l'histoire du corps des femmes et de la biomédecine au 20^e siècle. J'ai été accueillie à l'Institut Max Planck d'histoire des sciences, dans la section dirigée par l'historienne moderniste des sciences Loraine Daston et au Zentrum für Frauen und Geschlechter Forschung à la Technische Universität, dont la figure tutélaire, l'historienne des femmes Karin Hausen, venait juste de partir à la retraite. L'institut Max Planck d'histoire des sciences de Berlin est depuis de nombreuses années un lieu central de concentration de chercheurs allemands et de toutes nationalités, débutants ou confirmés, dans le champ de l'histoire des sciences. C'est un endroit extrêmement stimulant et propice au développement des recherches dans ces domaines. Du côté de la Technische Universität, j'ai pu participer aux activités de cette petite équipe qui était à ce moment un peu fragilisée par les hypothèques pesant sur la succession de Karin Hausen. Il y avait beaucoup d'interdisciplinarité et une part majeure réservée à la théorie fémi-

niste, à la différence de ce qui était de bon ton à cette époque en France. Les allemandes ont toujours été davantage tournées vers les États-Unis, et ont, me semble-t-il, autonomisé plus tôt le champ des études féministes des champs disciplinaires traditionnels. Non sans difficultés institutionnelles et professionnelles pour celles qui se sont engagées dans cette voie.

Berlin est une ville extraordinaire pour vivre et travailler en famille (nous avons alors trois jeunes enfants), et nous avons toujours souhaité pouvoir y retourner. J'ai eu la chance d'être sélectionnée par l'Institut d'études avancées de Berlin (Wissenschaftskolleg zu Berlin) en 2012-2013 sur la base de mon projet d'une histoire sociale, matérielle et genrée de l'Assemblée Nationale, projet sur lequel j'ai travaillé durant de nombreuses années avant ma nomination à l'Université de Genève et une fois nommée à partir d'archives inédites demeurées dans les bâtiments de l'Assemblée. Grâce à ce séjour, et aux conditions de travail et d'échange intellectuel exceptionnelles dont j'ai bénéficié, j'ai pu achever mon livre qui va paraître en janvier 2015 aux Editions du Bord de l'Eau, sous le titre : *Le linge du Palais-Bourbon. Corps, matérialité et genre du politique à l'ère démocratique*.

Tes domaines de recherche en histoire sont l'histoire sociale, l'histoire des femmes et du genre et l'histoire des Sciences et des technologies. En histoire des femmes et du genre, tu as publié plusieurs ouvrages et coordonné divers numéros de la revue Travail, Genre et Sociétés². Est-ce que tu peux nous parler de ces recherches?

J'ai eu la chance de compter parmi les membres de mon jury la sociologue du travail, de l'emploi et du genre Margaret Maruani qui a véritablement contribué à (re)fonder ce domaine dans les années 1990 en France et à l'échelle européenne puis internationale. A l'initiative de la création d'un groupement de recherche européen sur les questions du "genre et du marché du travail" au CNRS, Margaret m'a intégrée dès l'origine dans ce réseau interdisciplinaire qui a été un réseau extrême-

² Garday, D. (dir.). (2001). *Le féminisme change-t-il nos vies?* Paris: Textuel. À Lisbonne, au Centre de documentation et d'archives féministes Elina Guimarães, Delphine Garday a donné une conférence le 27 mars 2014 intitulée «Le féminisme change-t-il nos vies?». Garday, D., Chabaud-Rychter, D. (dir.). (2002). *L'engendrement des choses. Des hommes, des femmes et des techniques*. Paris : Éditions des archives contemporaines. Garday, D. & Lowy, Ina (dir.). (2002). *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*. Paris : Éditions contemporaines. Garday, D. (2003). Comment écrire l'histoire des relations corps, genre, médecine au XXe siècle. *Clio. Femmes, Genre et Histoire*, 37, 143-162.

ment important de structuration de l'approche en termes de genre dans le champ du travail et de l'emploi en France, mais aussi au-delà de ces thématiques. Margaret m'a aussi proposé de participer à la création de la revue *Travail, Genre et Sociétés* (TGS), dont le premier numéro paraît, je crois en 1999, et à laquelle j'ai beaucoup contribué dans la première décennie de son existence pendant que j'étais chercheuse à plein temps à la Cité des Sciences et de l'Industrie. Le comité de rédaction de TGS a toujours été un lieu de joie et de connivence, un lieu pour l'essentiel, entre femmes, même si nous avons compté quelques collègues masculins dans cette aventure, et où nous avons certes beaucoup travaillé, surtout au début, quand tout était à construire, mais aussi beaucoup échangé et beaucoup ri. Depuis que j'ai repris une carrière universitaire et que je vis à Genève je participe moins à la revue, ce que je regrette, car cette expérience a été et demeure extrêmement formatrice et stimulante à tous égards. C'est dans ce cadre que j'ai dirigé ou codirigé avec quelques-unes de mes collègues et ami-e-s (telles que Jacqueline Laufer, Tania Angeloff, Laura Lee Downs, Monique Meron ou Marlaine Cacouault, sans oublier Philippe Alonzo) différents dossiers thématiques sur la prostitution, la parité en politique, les sciences, le féminisme, etc. Par ailleurs, au cours de la même période, j'ai co-édité avec Ilana Löwy puis Danielle Chabaud-Rychter, deux livres sur les questions "genre et science", d'une part, et "genre et techniques", d'autre part. Désormais, avec certain membres de mon équipe à Genève, nous travaillons sur la question de la médicalisation de la sexualité féminine depuis les années 1970. J'ai, par ailleurs, plusieurs étudiantes à différents niveaux (master et thèse) qui développent des sujets ayant trait à l'histoire du genre et de la biomédecine. Une partie de mon activité est donc celle d'une historienne "classique" travaillant sur les questions de genre ou revisitant des objets (comme la question de la représentation politique et de ses conditions d'existence) dans une perspective de genre. Une autre partie a trait aux questions genre, science, biomédecine, et à la théorie féministe elle-même, avec outre, les travaux empiriques mentionnées, des interventions sur les sciences studies et la théorie féministe (autour de Donna Haraway) ou la question de la coalition dans la pensée de Judith Butler. Un ouvrage bilingue français-anglais dirigé avec Cynthia Kraus de l'Université de Lausanne est à paraître en 2015: Gardey Delphine et Kraus Cynthia (eds), *Politiques de coalition. Penser et se mobiliser avec Judith Butler/ Politics of Coalition. Thinking Collective Action with Judith Butler*, Genève, Zürich, Editions Seismo.